

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 19/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TUBAUTO
7 rue des Salcys
89100 Gron

Références : 240451
Code AIOT : 0005401464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement TUBAUTO implanté 7 rue des Salcys ZI de Gron 89100 Gron.

Cette visite d'inspection a lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2024 de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TUBAUTO
- 7 rue des Salcys ZI de Gron 89100 Gron
- Code AIOT : 0005401464 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

TUBAUTO SAS, filiale du groupe HÖRMAN, assure la production et la logistique de portes de garage basculantes, pré-montage et parachèvement de portes sectionnelles. Pour sa mission logistique, TUBAUTO est le seul centre en France pour le groupe de produits pour l'habitat (portes d'entrée, fenêtres, portes de garage, volets roulants...).

Actuellement, la société emploie 108 salariés.

De 2020 jusqu'à mi-2022, son augmentation de flux logistique hebdomadaire et la réorganisation des 7 entrepôts du groupe, l'ont conduit à prévoir une extension de 4 700 m². Or, depuis 2022, l'activité de la construction et du bâtiment est en réduction, TUBAUTO a suspendu ses projets et investissements, dans l'attente d'une reprise.

Par conséquent, le jour de l'inspection, L'exploitant n'avait pas mis en œuvre ses nouvelles activités de fabrication liées aux rubriques ICPE 3410 h, 2660, 2940.2a autorisées depuis 2016 (arrêté N° PREF-DCPP-SE-2016-264 du 21 juin 2016).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PPC 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 5 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 8.2.4 | Demande d'action corrective | 1 Mois |
| 7 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 8.1.7 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 Mois |
| 9 | Gestion des déchets | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5.1.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 Mois |
| 10 | Gestion des déchets | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 Mois |
| 12 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3.1.1+3.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 Mois |
| 14 | Substances et produits chimiques | Arrêté Ministériel du 21/06/2016, article 6.1.1+6.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Nature des activités | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 1.2.1 | |
| 2 | Protection des ressources en eau des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.1.3 | |
| 3 | Protection des ressources en eau des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.3.11 | |
| 4 | Protection des ressources en eau des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.1.1 + 4.1.2 + 4.2.2 | |
| 6 | Surveillance des émissions et leurs effets | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 9.2.4.1.3 | |
| 8 | Prévention des nuisances sonores, vibrations et des émissions lumineuses | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 7.2.1+7.2.2 | |

| | | | |
|----|--|--|--|
| 11 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3.2.1 + 3.2 + 3.2.2 | |
| 13 | PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2024, article 2+3 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- veiller à maintenir l'accessibilité générale aux extincteurs,
- réaliser la mise à jour de l'étude technique et la notice de vérification et maintenance qui justifie la pertinence de ces installations en protection foudre,
- remettre en conformité le parafoudre TBGT 1,
- apporter la preuve de la traçabilité que les déchets 08 01 17* du 21/11/2023 qui ont fait l'objet d'un refus de prise en charge ont été éliminés et pris en charge par une installation autorisée,
- faire éliminer le fût de piles et accumulateurs dans une filière autorisée d'ici la fin de l'année et s'assurer auprès de l'organisme d'avoir le bon conteneur de collecte et qu'il possède à proximité du fût le moyen de lutte incendie approprié pour les piles et accumulateurs,
- mener une analyse sur les réserves de produits ou consommables (manche de filtre ou autre) pour assurer la protection de l'environnement en cas de panne, ou d'indisponibilité de l'équipement sur le centre d'usinage,
- s'assurer que les étiquetages de ces fûts de produits ou mélanges ou produits souillés soient clairement identifiés,
- justifier de sa démarche de substitution du produit MYE 615 AL observé lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des activités

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 1.2.1 | | | |
|---|--------------------|--|--------|
| Thème(s) : Situation administrative - Situation administrative | | | |
| Prescription contrôlée : ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : | | | |
| Désignation des installations | Rubrique concernée | Capacité demandée | Régime |
| Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. | 2940 3.a | 1100 kg Peinture en poudre | A |
| Métaux et alliages (travail mécanique des) | 2560.1 | 3500 kW | E |
| Polymères | 2660 | Fabrication de mousse PU capacité de production de 12 tonnes/j | A |
| Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques | 3410 h) | Fabrication de mousse PU capacité de production de 12 tonnes/j | A |
| Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le «trempé»(pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est a) supérieure à 100 kg/j | 2940.2 a | 600 kg Peinture liquide | A |
| Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. | 2910 A.2 | 7.15MW Installation de combustion (radiants de chauffage) | DC |
| Accumulateurs (ateliers de charge d) | 2925 | > 80 kW | D |
| Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A)2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E)3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) | 4331 | 74 Tonnes | DC |
| Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. | 1532 | 500m ³ | NC |

| | | | |
|---|--------|-------------|----|
| Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : | 2450.3 | 81kg/j | NC |
| Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. | 1510 | <500 Tonnes | NC |
| [...] | | | |

L'établissement relevant de la directive IED, au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3410 h relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que :

Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF « Polymères ».

Ainsi, conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Constats :

1° L'inspection a demandé à l'exploitant, lors de la visite du 13/02/2020, de se positionner par rapport à la rubrique 1978 (Solvants organiques: installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles :prévention et réduction intégrées de la pollution). L'exploitant indique qu'il n'utilise pas de solvants organiques. Il utilise de l'acétone en petite quantité : 6 litres en 2022 et 3 litres en 2023 pour des opérations de nettoyage et qu'il ne le stocke pas. L'exploitant ne serait pas soumis à la rubrique 1978. Il n'aurait pas besoin d'élaborer un plan de gestion de solvants. Le 31/07/2024, l'exploitant a fourni par courriel, un inventaire de son stock de solvant. Il déclare utiliser 5 litres d'Acétone par an (quantité largement inférieure à une tonne).

2° L'exploitant indique que la construction de ses bâtiments et ses nouvelles activités, relatifs à la rubrique 3410-h, a été reportée. L'exploitant attend l'accord du groupe Hörman pour commencer les travaux. Le 31/07/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel, un calendrier prévisionnel des phases des futurs travaux. **L'exploitant doit transmettre un dossier de réexamen, conformément à la réglementation en vigueur**

3° L'exploitant indique qu'il stocke moins de 500 tonnes de produits combustibles et de ce fait, le site ne relève pas de la rubrique 1510 de la nomenclature es installations classées.

En effet, bien que l'exploitant ait absorbé en partie les produits des 7 entrepôts du groupe Hörman, aujourd'hui les quantités sont plus faibles qu'en 2020 mais avec une plus grande diversité de produits (l'exploitant déclare un stockage de 257 tonnes de produits combustibles, le jour de la présente visite d'inspection).


Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Protection des ressources en eau des milieux aquatiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels - Prévention du risque inondation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est implanté en zone inondable, en zone bleue du PPRI de GRON. La cote de référence au droit du site est de 68,12 m NGF. Le site est bâti avec un plancher à 68,31 m NGF et l'exploitant prend les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"># un plan de sécurité inondation est mis en place incluant notamment des dispositions telles que conduite à tenir en cas de pré-alerte météo et annonces de crues,# une procédure d'évacuation du personnel et lieux de rassemblement et de refuge est établie, des moyens de communication avec les secours sont organisés,# les installations sont mises en sécurité notamment couper les utilités, arrimer les stocks de matières dangereuses ou les mettre en hauteur,« le stockage des produits dangereux et polluants sont stockés au-dessus de la cote de référence, sauf pour la cuve enterrée de pentane,# l'orifice de remplissage de la cuve de pentane est situé au-dessus de la cote de référence et les événements sont situés au moins un mètre au-dessus de la crue de référence,# toutes les installations fixes sensibles telles qu'appareillages électriques et électroniques, moteurs, compresseurs, appareil de production d'énergie ou de chaleur sont implantés à une cote supérieure à la cote de référence,# le point de distribution de l'énergie électrique est situé au-dessus de la cote de référence,# l'exploitant arrête les opérations de transfert des produits, organise la condamnation et l'étanchéification de certaines ouvertures, le déplacement des stocks critiques hors de la zone inondable, l'obturation des réseaux d'égouts et eaux pluviales,# l'exploitant dispose de moyens d'intervention propres (pompes, groupes électrogène...). |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection du 13/02/2020 demande à l'exploitant de procéder au rangement du local réservé au stockage des fûts d'huile lubrifiants et autres liquides inflammables, qui renferme, à la fois, des liquides inflammables et des matières combustibles diverses. L'inspection du 23/07/2024 révèle un local rangé et exempts de matières combustibles.</p> <p>La cuve de pentane prévue pour les nouvelles activités du site, n'est pas encore installée. De même, pour le matériel d'intervention (pompes/groupes électrogènes).</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir eu d'évènement particulier cette année : pas d'inondation, ni de remontée d'eau sur le site. Le guide d'intervention a été mis à jour le 18/04/2023 (indice 4) et doit faire l'objet d'une mise à jour (indice 5), suite à un audit, qui recommande d'intégrer l'historique pluviométrique et constituer ainsi un retour d'expérience sur le site.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 3 : Protection des ressources en eau des milieux aquatiques

| | |
|---|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.3.11 | |
| Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites de rejets des eaux pluviales | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1, 2 et 3 | |
| Paramètre | Concentrations instantanées max (mg/l) |
| MES | 35 |
| DCO | 50 |
| Hydrocarbures | 5 |
| Le débit total d'infiltration ne dépassera pas 118 Vs pour l'ensemble des dispositifs. (débit de fuite : bassin 1 de 30 Vs , pour le bassin 2 de 25 Vs, pour le bassin 3 de 63 Vs.) | |
| Constats : Le rapport, du 16/06/2023 du Bureau Véritas, indique que tous les paramètres analysés du site sont conformes à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2016. En revanche, le rapport d'analyse, du 07/06/2024 du Bureau Véritas, indique un dépassement en MES de 56 mg/L au lieu de 35 mg/L pour le point de prélèvement n° 2 (derrière le parking). L'exploitant explique qu'il a réalisé, début juin 2024, une grosse campagne de nettoyage de feuilles sur le parking suite au retrait de produits stockés. Cette non-conformité, suivi dans le plan d'action de l'établissement, a fait l'objet d'une demande d'un second prélèvement auprès de Bureau Véritas en octobre prochain (Courriel de confirmation de passage en octobre 2024 du 18/07/2024). L'exploitant a transmis, le 31/07/2024, le bon d'intervention n° 91010, du 13/09/2023, de la société Bertrand attestant du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures en 2023. L'exploitant atteste que le prochain curage aura lieu en août/septembre 2024 (entretien annuel). L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux dépassements du point 1 en MES (80 au lieu de 35 mg/l) et DCO (79 au lieu de 50 mg/l) lors de la prochaine campagne d'analyse. L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux dépassements du point 1 en MES (80 au lieu de 35 mg/l) et DCO (79 au lieu de 50 mg/l) lors de la prochaine campagne d'analyse . | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : | |
| Respect de la prescription :  | |
| Type de suites proposées : Sans suite | |
| Proposition de suites : | |

N° 4 : Protection des ressources en eau des milieux aquatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 4.1.1 + 4.1.2 + 4.2.2 |
| Thème(s) : Autre - Origine des approvisionnements en eaux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAUX</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource Prélèvement maximal annuel (m³/an)</p> <p>Réseau d'eau public d'eau potable 9000 m3/an</p> <p>ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES EAUX D'ALIMENTATION</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p>ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</p> <p># les secteurs collectés et les réseaux associés</p> <p># les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</p> <p># les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique être certifié sur les normes de management : ISO 9001 (qualité) - ISO 14001 (environnement) - ISO 45001 (sécurité, santé au travail) et ISO 50001 (énergie). L'exploitant tient à jour un tableau avec un système de comptage en temps réel de ses consommations.</p> <p>Consommation d'eau en 2023 = 1 171 m³. En 2022, la consommation enregistrée est incomplète (600 m³) puisque l'exploitant a procédé au changement de compteur.</p> <p>L'exploitant utilise pour son process de soudure, une cuve d'eau glycolée de 5 000 litres dont l'appoint annuel en eau du réseau public est de 50 litres/an. Cette cuve est en circuit fermé.</p> <p>L'exploitant déclare qu'avec le projets d'extension cela ajoutera des postes de consommation d'eau plus important qu'aujourd'hui.</p> <p>En vue des futurs travaux, l'exploitant a réalisé en amont, une inspection des canalisations via une caméra pour vérifier l'état de celles-ci. L'exploitant a envoyé le 31/07/2024, les conclusions du rapport de l'état des canalisations d'eau du site.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 8.2.4

Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Conformément au dossier de demande d'autorisation et au plan en annexe 4 de localisation des zones à risques et des dispositifs de lutte contre l'incendie, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;

d'extincteurs en quantité suffisante répartis sur l'ensemble des zones du site. Ces extincteurs sont bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. « de 4 poteaux incendie à proximité du site (plan en annexe 4) de 100 mm dont le débit est :

o n° 5 : 135 m³/h

o n° 6 : 100 m³/h

o n° 7 : 160 m³/h

o n° 8: 125 m³/h

de 2 poteaux incendie sur site (plan en annexe 4) dont le débit est :

o n° A : 44 m³/h

o n° E : 110 m³/h

d'une plateforme d'aspiration située à moins de 150 m de la zone de stockage,

de 5 colonnes d'aspiration de 100 mm de débit de 240 m³/h par puisard situées à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distantes entre elles de 200 mètres maximum,

d'un réseau d'extinction automatique de type sprinkler couvrant la totalité des nouveaux bâtiments dont les caractéristiques sont :

o réserve sprinkler de 560 m³,

o groupe motopompe diésel,

o maintien de la pression par électropompe

o cuve gasoil pour le groupe motopompe.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

L'inspection du 13/02/2020 notait que les 4 poteaux incendie, à proximité du site ainsi que la plateforme d'aspiration et le système d'extinction automatique, prévus dans le cadre du projet d'extension, ne sont pas encore mis en place. Ce qui est toujours le cas le 23/07/2024. L'exploitant présente les rapports de vérification périodique de 237 extincteurs au 04/06/2024 dont 11 sur roues.

27 RIA font l'objet de contrôle par un autre organisme, la dernière vérification date de novembre 2023. Un RIA (n° 7) avait son enrouleur Hors Service. L'exploitant, par courriel du 31/07/2024, a fourni les éléments justifiant de la réparation de cet RIA.

Lors de la présente visite, le RIA n° 8 en place n'a pas été retrouvé sur le bordereau de vérification de l'organisme alors qu'il a l'estampille de contrôle collé à l'équipement avec une date de vérification au 11/2023. Le rapport est fait de manière manuscrite et la copie est peu visible. Le bordereau de vérification indique un nombre total d'extincteurs et ne permet pas un repérage clair et distinctif d'un équipement contrôlé conforme. L'exploitant indique que lors de la prochaine vérification, le rapport sera réalisé sur un imprimé informatisé et sera plus clair.

Le directeur technique suit les activités de maintenance dont la vérification périodique des extincteurs. Toute la surveillance se fait par GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

Un exercice a été réalisé avec le SDIS, le 11/04/2024. Une simulation d'un départ de feu avec mise en œuvre des équipements d'extinction d'incendie et de désenfumage a été réalisé. Cet exercice n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu, mais des actions issues de l'exercice ont été reprises dans le plan d'actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit veiller à maintenir l'accessibilité générale aux extincteurs. Des stocks de produits semi-finis dans la première zone du process en sortie du local de stockage des poudres de peinture, étaient déposés devant deux extincteurs le jour de la visite (action immédiate).

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Surveillance des émissions et leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 9.2.4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques - Auto surveillance eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Réseau et programme de surveillance :

En référence au rapport de base relatif à la directive IED et intégré au dossier de demande d'autorisation, trois piézomètres ont été implantés dont la localisation est précisée sur le plan joint en annexe 5.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

| N° Piézo | Altitude en mètre NGF par rapport à un point de base connu cote de référence = 100 | Localisation par rapport au site (amont ou aval) | Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau | Profondeur de l'ouvrage |
|----------|--|--|--|-------------------------|
| Pz1 | 99,24 | amont | Nappe alluviale fy de l'Yonne | 7 m |
| Pz2 | 99,96 | aval | Nappe alluviale fy de l'Yonne | 7 m |
| Pz3 | 99,68 | aval | Nappe alluviale fy de l'Yonne | 7 m |

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Au niveau des piézomètres Pz1, Pz2 et Pz3, l'exploitant fait analyser en période de hautes eaux et de basses eaux les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

| Paramètre | Fréquence |
|---|----------------|
| Hydrocarbures totaux (HCT C10-C40) | Tous les 5 ans |
| Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) | Tous les 5 ans |
| arsenic | Tous les 5 ans |
| chrome | Tous les 5 ans |
| cuivre | Tous les 5 ans |
| cadmium | Tous les 5 ans |
| nickel | Tous les 5 ans |
| plomb, | Tous les 5 ans |
| zinc | Tous les 5 ans |
| mercure | Tous les 5 ans |
| Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) | Tous les 5 ans |
| 4,4- diamiodiphenylméthane (traceur du MDI) | Tous les 5 ans |
| N,N-dimethylcyclohexylamine (traceur du polyol) | Tous les 5 ans |

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte

des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

L'inspection du 13/02/2020 demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour protéger le piézomètre 1 (Pz1) selon la norme en vigueur et de réaliser les analyses des paramètres requises pour les 3 piézomètres.

Tous les piézomètres (Pz1 à Pz3) ont fait l'objet d'une mise en conformité depuis 2020. Les piézomètres sont capotés et scellés par un cadenas dont 2 clefs sont disponibles auprès des directeurs. Il a été ajouté des arceaux de protection pour borne sur chaque piézomètre afin de les protéger lors des tontes.

La surveillance et les dernières analyses datent de 2020. Deux campagnes ont été réalisées (basses eaux et hautes eaux).

Lors de la présente inspection (23/07/2024), l'exploitant a présenté un tableur Excel qui fixe toutes les périodes d'analyses et vérifications périodiques. La prochaine campagne est préprogrammée pour juin/juillet 2025 (basses eaux) et la seconde en novembre/décembre 2025 (hautes eaux).

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 8.1.7

Thème(s) : Risques accidentels - Risque Foudre

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Le jour de la présente inspection, l'exploitant a fourni le rapport de vérification périodique des installations de protection foudre, établi par DEKRA, en date du 22/05/2023. La conclusion du rapport indique que : [... Notice incomplète (en ICPE visée). Les parafoudres type 2 installés ne figurent pas dans l'étude technique. Mettre à jour l'étude technique et la notice de vérification et maintenance, et justifier la pertinence de ces installations. / Mettre en conformité le parafoudre TGBT1 installé...].

L'exploitant n'a pas réalisé à ce jour, la mise à jour de l'étude technique et la notice de vérification et maintenance qui justifie la pertinence de ces installations. Par courriel du 31/7/2024, l'exploitant indique que l'étude foudre de 2020 va être actualisée début 2025 et que l'exploitant nous enverra cette étude dès réception.

L'exploitant n'a pas pu apporter la preuve de mise en conformité du parafoudre TGBT1 installé, le directeur technique étant absent. L'exploitant indique par son courriel du 31/07/2024 que "la conception de l'armoire ne permet pas d'avoir une longueur de câble inférieure à 50 cm. Le prestataire « SPIE » qui intervient pour la réparation et la mise en conformité des parafoudres est bloqué depuis plusieurs années sur ce point. L'exploitant continue à travailler avec SPIE pour trouver une solution techniquement réalisable et tiendra informé l'inspection de la mise en conformité".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit réaliser la mise à jour de l'étude technique et la notice de vérification et maintenance de ses installations de protection contre la foudre (**Non conformité**).
- L'exploitant doit remettre en conformité le parafoudre TBGT 1 (**Non conformité**).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 Mois

N° 8 : Prévention des nuisances sonores, vibrations et des émissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 7.2.1+7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques - Nuisances sonores

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

(*) Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 3 au présent arrêté.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PÉRIODE | PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) | PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h,) (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|---|---|
| Niveau sonore limite admissible | 66 dB(A) | SANS OBJET |
| 1 | 50 dB(A) | |
| 2 | 50 dB(A) | |
| 3 | 50 dB(A) | |
| 4 | 60 dB(A) | |
| 5 | | |

Les points 1, 2, 3, 4, 5 sont définis sur le plan en annexe 3 définissant les zones à émergence réglementée et les points en limites de propriété annexé au présent arrêté.

Constats :

L'inspection du 13/02/2020 demande à l'exploitant de justifier par des mesures du respect des niveaux sonores en limite de propriété et des niveaux d'émergence réglementaires. Un rapport d'essais d'étude d'impact sonore du 24/02/2020 a été réalisé. La conclusion est conforme aux exigences réglementaires.

Toutefois, l'exploitant doit être plus vigilant sur la validation des contenus des rapports réalisés par les organismes. Sur le rapport d'étude d'impact sonore n° D3358010/2001 1/1 M00 plusieurs informations sont erronées :

- la date de la période des essais indique le 01/01/2019 en page1, page 6 et dans tous les en-têtes des pages du rapport, au lieu du 21/02/2020,
- le rapport indique que 2 appareils sur 5 ont été utilisés pour l'étude dont la vérification métrologique est dépassée au moment de la mesure page 13/25,
- l'emplacement des points de mesure dans l'arrêté préfectoral 4 et 5 ne sont pas conformes sur l'emplacement dans l'étude,
- les niveaux de bruits résiduels ont été mesurés de 12 h 00 à 13 h 00 (page 5/25) alors qu'il est indiqué en page 6/25 que les niveaux de bruits résiduels n'ont pas pu être mesurés (pas de cohérence).


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Gestion des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume. |
| Constats : 1° Le jour de la présente inspection, l'exploitant a déclaré les éléments suivants: le 21/11/2023, il a expédié des déchets dangereux (code: 08 01 17*) à SARPI ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 DRAMBON. Ces déchets ont été refusés par Sarpi (erreur de destinataire) qui indique ne plus prendre en charge ce type de déchets. SARPI ECOPOLE a ré-orienté les déchets en question vers un autre organisme (Bourgogne Recyclage - E3R) sans fournir le BSDD correspondant à l'exploitant. L'exploitant a redemandé, le 19/06/2024 par courriel à SARPI, une copie du BSDD qui atteste l'élimination du déchet. Or le BSDD reçu ne correspond pas ni sur le code déchet 08 01 17 * ni sur la quantité en tonne expédiée à éliminer. L'exploitant a fourni le 31/07/2024 une attestation de E3R Bourgogne Recyclage liant les deux BSDD : n° BSD_20231121_J2DKT2041 et le n° BSD 20240319_KA13K1VJJ or il y a une anomalie sur le code déchet. Les déchets initialement envoyés avaient le code de déchets dangereux 08 01 17* fines poudre et le nouveau BSDD établit fait apparaître le code déchet non dangereux 08 2 01 poudre peinture. 2° L'inspection a procédé, par échantillonnage, au contrôle de la traçabilité d'un déchet non dangereux présent sur site, le jour de la visite. Le contrôle porté sur une Benne - Ferraille code 12 01 01 (limaille et chutes de métaux ferreux) de 3,92 t en date du 17/04/2024 : <ul style="list-style-type: none">• le déchet est bien tracé dans le registre de déchets, avec les filières et éliminations prévues,• la facture de reprise et de valorisation du déchet par la société DERICHEBOURG REVIVAL à Sens en date du 17/05/2024 a été fournie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1° L'exploitant doit transmettre une copie du BSDD du lot de déchet dont le code est 08 01 17 *, confié à la société SARPI ECOPOLE, en date du 21/11/2023. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 Mois |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Séparation des déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.</p> <p>Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.</p> <p>Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de la présente visite, l'inspection a constaté les éléments suivants:</p> <p>1° les déchets sont triés et séparés. Les zones sont rangées et propres. Les bennes ou caisses sont fermées (sauf celles contenant les déchets métalliques - chutes de production et balles de plastiques).</p> <p>2° Les piles (tous types alcalines, salines, boutons, lithium...) sont stockées dans un fût PEHD de 200 litres ouvert, dans le local technique où sont stockés des lubrifiants dédiés à la maintenance sur rétention à plus d'un mètre du fût. Le local est fermé à l'abri du soleil et de l'humidité et relativement aéré. Le fût est rempli sur un peu plus de la moitié et n'a pas fait l'objet d'évacuation depuis plus de deux ans. Il n'y a pas d'affichage spécifique sur le fût pour définir les conditions de stockage des piles/accumulateurs et de conduite à tenir en cas de fumée et/ou feu.</p> <p>3° Un défaut d'étiquetage d'une benne a été repérée lors de la visite mais a fait l'objet d'une mise en conformité immédiate.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire éliminer le fût dans une filière autorisée.</p> <p>L'exploitant s'assurera auprès de l'organisme d'avoir le bon conteneur de collecte pour éviter au maximum les manipulations et chocages de piles dans le fût ainsi que des parois suffisantes en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer qu'il possède à proximité du fût le moyen de lutte incendie approprié pour les piles et accumulateurs.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |

Proposition de délais : 3 Mois

N° 11 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3.2.1 + 3.2 + 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Conditions de rejet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GENERALES</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées,</p> <p>ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES / CONDITIONS GENERALES DE REJET</p> <p>Installation de combustion :</p> <p>Les appareils de chauffage des différents bâtiments sont indépendants et non reliés à une chaudière centrale.</p> <p>Chaque aérotherme a son propre brûleur et sa propre cheminée. Le site comprend 220 aérothermes alimentés au gaz pour une puissance totale de 7,15 MW,</p> |
| <p>Constats :</p> <p>1° L'exploitant indique, le jour de la présente visite d'inspection, posséder deux conduits de cheminée et contrôlés conformes :</p> <p>a) le conduit du centre d'usinage des portes sectionnelles,</p> <p>b) le tunnel de polymérisation des portes basculantes thermolaquées.</p> <p>La maintenance et vérification périodique sont tracées dans la GMAO et sont réalisées une fois par an. Programmation et maintenance basées sur les recommandations constructeurs et l'arrêté PREF-DCPP-SE-2016-264 du 21/06/2016.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de mesures des émissions atmosphériques (four de polymérisation et centre d'usinage) du 15/06/2023 de Bureau Véritas avec une conclusion de respect des valeurs limites d'émission (VLE) pour l'ensemble des paramètres mesurés.</p> <p>2° Les installations sont correctement entretenues. L'exploitant a changé son système et conduit d'aspiration sur la cabine</p> |

peinture en 2021/2022 et réalise une maintenance tous les 6 mois. Le 31/07/2024, l'exploitant a transmis la documentation technique de maintenance de la nouvelle aspiration et le plan de maintenance associée.


Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 12 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3.1.1+3.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Conception des installations pollutions accidentelles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 3,1.1 DISPOSITIONS GENERALES</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : " à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité ". Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas de stock/réserve sur du consommable de type manche de filtre ou produit de neutralisation... Les installations raccordées en place sont prévues pour une utilisation en 3X8 alors que l'utilisation nominale de l'exploitant, est aujourd'hui, de 1x8.</p> <p>La commande et le remplacement des filtres se fait annuellement, la commande est passée 4 semaines avant l'intervention. Un extrait (copie d'écran) de la GMAO sur la maintenance et le dernier changement de filtre avec les devis correspondants des deux conduits de cheminée ont été transmis le 31/07/2024.</p> <p>L'exploitant explique, en revanche, que pour le tunnel de polymérisation, il dispose d'une réserve de filtres.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de réserves de produits ou consommables (manche de filtre ou autre) pour assurer la protection de l'environnement en cas de panne, ou d'indisponibilité de l'équipement sur le centre d'usage.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2024, article 2+3

Thème(s) : Risques chroniques - Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par absorption du fluor organique (AOF) ;

2° l'analyse de chacune des substances suivantes :

Acide perfluorobutanoïque PFBA375-22-4 / 5980

Acide perfluoropentanoïque PFPeA 2706-90-3 / 5979

Acide perfluorohexanoïque PFHxA 307-24-4/ 5978

Acide perfluoroheptanoïque PFHpA375-85-9 / 5977

Acide perfluorooctanoïque PFOA 335-67-1 / 5347

Acide perfluorononanoïque PFNA 375-95-1/ 6508

Acide perfluorodécanoïque PFDA335-76-2/ 6509

Acide perfluoroundécanoïque PFUnDA ; PFUnA2058-94-8/510

Acide perfluorododécanoïque PFDoDA ; PFDoA307-55-1/507

Acide perfluorotridécanoïque PFTrDA ; PFTrA 72629-94-8/549

Acide perfluorobutanesulfonique PFBS 375-73-5/025

Acide perfluoropentanesulfonique PFPeS/2706-91-4/ 8738

Acide perfluorohexane sulfonique PFHxS 355-46-4/ 6830

Acide perfluoroheptane sulfonique PFHpS 375-92-8/6542

Acide perfluorooctane sulfonique PFOS1763-23-1/6560

Acide perfluorononane sulfonique PFNS68259-12-1/8739

Acide perfluorodecane sulfonique PFDS335-77-3/6550

Acide perfluoroundécane sulfonique PFUnDS/ 749786-16-1/8740


Acide perfluorododécane sulfonique PFDoDS 79780-39-5/ 8741

Acide perfluorotridécane sulfonique PFTrDS 791563-89-8/ 8742

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

Acide perfluorotetradécanoïque

| |
|--|
| <p>Acide perfluorohexadecanoïque</p> <p>Acide perfluorooctadecanoïque</p> <p>Ammonium perfluoro (2-methyl-3-oxahexanoate)</p> <p>4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid</p> <p>Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid</p> <p>2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2)</p> <p>2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 29/02/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant d'établir un inventaire et de réaliser les campagnes d'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS).</p> <p>L'activité n'est pas mise en œuvre. Il n'y a pas de rejets de process à ce jour. La demande des analyses PFAS est sans objet actuellement..</p> |
| <p>Respect de la prescription : </p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites :</p> |

N° 14 : Substances et produits chimiques


| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2016, article 6.1.1+6.1.2 |
| Thème(s) : Produits chimiques - Identification des produits |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 6.1.1 IDENTIFICATION DES PRODUITS</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">• les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site,• les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n° 528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produits biocides). <p>ARTICLE 6.1.2 ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MELANGES DANGEREUX</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>1° Deux fûts d'huiles usagées sont stockés sur rétention dans la zone de réception avec toutes les autres pièces reçues (produits emballés papier/carton : matière sèche). Il n'y a pas d'affichage pour signaler qu'il s'agit d'huile usagée et que les fûts sont en attente d'expédition pour élimination. Le fût est en revanche étiqueté avec le nom de l'huile d'origine non souillée.</p> <p>2° L'exploitant utilise pour le travail de ces métaux, un fluide MYE 615 AL dont le pictogramme est danger pour la santé. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une analyse sur les possibilités de substitution de produit et les mesures pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi dans l'environnement de ces substances. L'exploitant déclare qu'il étudie actuellement une solution de remplacement pour ce produit.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1° L'exploitant doit s'assurer que les étiquetages de ces fûts de produits ou mélanges ou produits souillés soient clairement identifiés.</p> <p>2° L'exploitant doit justifier de sa démarche de substitution du produit MYE 615 AL observé lors de la visite.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 Mois |

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 6 Surveillance des émissions et leurs effets



photo_piezo1.jpg